

## Rapport d'activités annuel de



concertation des organisations représentatives de l'économie sociale asbl

**Année 2016**

**Approuvé par l'AG du 8 juin 2017**

### Les fédérations membres de ConcertES

ACFI ([www.acfi.be](http://www.acfi.be))  
ATOUT EI ([www.atoutei.be](http://www.atoutei.be))  
COOPAC ([www.coopac.be](http://www.coopac.be))  
FEBECOOP ([www.febecoop.be](http://www.febecoop.be))  
RES ([www.resasbl.be](http://www.resasbl.be))  
SYNECO ([www.syneco.be](http://www.syneco.be))

AID ([www.aid-com.be](http://www.aid-com.be))  
CREDAL SC ([www.credal.be](http://www.credal.be))  
Equilibre  
FÉBISP ([www.febisp.be](http://www.febisp.be))  
RESSOURCES ([www.res-sources.be](http://www.res-sources.be))

ALEAP ([www.aleap.be](http://www.aleap.be))  
CAIPS ([www.caips.be](http://www.caips.be))  
EWETA ([www.eweta.be](http://www.eweta.be))  
Réseau Financité ([www.financite.be](http://www.financite.be))  
SAW-B ([www.saw-b.be](http://www.saw-b.be))  
Union des SCOP Wallonie Bruxelles  
([www.les-scop.be](http://www.les-scop.be))

L'asbl, ses instances, ses missions.....	4
Introduction .....	5
Les missions statutaires de ConcertES .....	5
Les instances de ConcertES .....	5
La reconnaissance comme Organisation représentative .....	8
L'Observatoire de l'Economie sociale .....	8
La concertation et la représentation de l'économie sociale .....	9
Après du Gouvernement wallon .....	9
1. Le suivi des dispositifs régionaux existants .....	9
1.1. Les entreprises d'insertion wallonnes et fédérales.....	9
1.2 Les Agences conseils.....	10
1.3 Les IDESS.....	11
2. Transfert de compétences liés à la sixième réforme de l'état .....	12
2.1 Régionalisation des matières Emploi .....	12
2.3 Régionalisation du Titre-Service.....	12
2.4 Régionalisation de l'art. 60, §7.....	13
3. FSE .....	13
4. Les Mandats de l'économie sociale .....	13
4.1 Le Conseil wallon de l'économie sociale .....	14
4.2 La Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale .....	15
4.3 Comité d'accompagnement de la mission déléguée 'Brasero' .....	17
4.4 Comité d'acceptation de la Sowecsom .....	17
4.5 Comités d'accompagnement d'études lancés par le SPW .....	17
4.6 Jurys et autres comités de sélection .....	18
5. Reconnaissance/labellisation .....	19
Au niveau fédéral .....	22
1. La réforme du Code des sociétés – Société à finalité sociale – société coopérative (agrée)	22
2. Clauses sociales et marchés publics .....	23
3. Finances .....	23
Au niveau régional bruxellois.....	23
Au niveau européen.....	24
L'Observatoire de l'Economie Sociale .....	25
Gestion et alimentation de la base de données .....	26
Analyses thématiques .....	27
Partenariats et sollicitations .....	28
Partenariat avec le monde académique .....	28
Partenariat avec la Fondation Roi Baudouin .....	28
Partenariat avec les fédérations .....	29
Publications.....	29
Le Projet VISES – Valoriser l'Impact Social de l'Entrepreneuriat Social.....	29
La promotion et la valorisation de l'économie sociale .....	33
Interventions lors de séminaires, conférences, tables-rondes.....	34
Partenariats, collaborations externes et autres sollicitations .....	34



Autres partenariats structurels ou ponctuels .....	35
Enjeux et perspectives.....	37
Annexes .....	39

L'asbl, ses instances,  
ses missions

CONCERT*es*

## **INTRODUCTION**

Le présent document synthétise les activités réalisées par l'ASBL ConcertES au cours de l'année 2016 dans le cadre de la subvention pour ConcertES comme organisation représentative des entreprises d'économie sociale.

Le rapport reprend d'abord les informations relatives à l'asbl, ses instances et ses missions ; ensuite il aborde plus spécialement les actions réalisées et les tâches remplies dans le cadre des missions de concertation, de défense et de représentation des entreprises d'Economie Sociale (ES) ; un chapitre est consacré à l'Observatoire de l'Economie Sociale ; pour finir, le rapport évoque les enjeux et perspectives pour l'année 2017.

## **LES MISSIONS STATUTAIRES DE CONCERTES**

Tout en veillant au caractère de subsidiarité par rapport aux actions menées par ses membres, l'association réalise ses buts par le biais des activités suivantes :

- Coordonner la concertation entre les organisations représentatives de l'économie social ;
- Représenter et défendre l'économie sociale sur base de mandats des fédérations et réseaux d'entreprises de l'économie sociale auprès du Gouvernement wallon et de toute autre instance publique, régionale, fédérale, communautaire ou locale pour lesquels elle a reçu mandat de ses membres ;
- Représenter et défendre l'économie sociale sur base de mandats des fédérations et réseaux d'entreprises de l'économie sociale auprès du Conseil Wallon de l'Economie Sociale et de toute autre conseil lié à la fonction consultative ;
- Promouvoir l'économie sociale particulièrement par la mise en place et la diffusion d'outils de promotion des principes de l'économie sociale ;
- Développer une analyse et des outils d'illustration de l'économie sociale, entre autre par la mise sur pied de groupes de travail thématiques ;
- Développer l'Observatoire de l'Economie Sociale qui assurera et participera à des recherches, analyses et études sur l'économie sociale.

## **LES INSTANCES DE CONCERTES**

Les membres de ConcertES, fédérations sectorielles et coupoles d'économie sociale, sont au nombre de dix-sept au 31/12/2016.



Les membres : ACFI - AID - ALEAP - Atout EI - COOPAC - CREDAL SC - CAIPS - Equilibre - EWETA - FEBECOOP - FÉBISP - RES - RESSOURCES - RFA - SAW-B – SYNECO – Union des SCOP W-B.

Les fédérations membres de ConcertES sont actives en Wallonie et/ou à Bruxelles.

Toutes ces fédérations constituent l'assemblée générale plénière de ConcertES, c'est l'instance suprême de décision de l'organisation. Elle débat et échange sur toute thématique relative à l'économie sociale apportée par un de ses membres, le conseil d'administration ou l'équipe exécutive. Elle est le lieu de la concertation.

Réactive, elle élabore les réponses des représentants de l'économie sociale à toute question d'actualité sur laquelle l'économie sociale souhaite réagir collectivement. Proactive, elle établit une veille stratégique et se positionne sur les enjeux sectoriels ou de société ; elle interpelle les pouvoirs publics et propose des pistes de réflexion.

En 2016, le nombre d'AG a été plus conséquent pour faire face à l'ambition de préparer un plan de développement de l'économie sociale. L'AG plénière s'est ainsi réunie à 4 reprises : en mars, pour l'adoption du plan de travail et du budget adapté pour 2016, pour entamer des travaux sur la vision et la mission, pour opérer un suivi de différents dossiers (réformes institutionnelles la concurrence dans et hors ES) ; en juin pour l'adoption des comptes, la désignation du CA et pour poursuivre les travaux sur le plan de développement de l'ES ; en septembre, pour discuter sur le plan de développement et le projet VISES ; et en décembre, pour évoquer le budget et le plan de travail 2017, le plan de développement de l'ES et un point sur les mandats.

La dynamisation de nos assemblées générales fut une des priorités en 2016, voulant redonner à ce lieu, son rôle de discussion, d'échanges et de concertation, ... et pas uniquement de transmission d'information vers les membres. L'information a, par contre, été transmises par le biais de 3 newsletters. Ces newsletters furent utilisées pour informer les fédérations et réseaux de l'actualité de la concertation et pour opérer un suivi sur l'avancement institutionnel (au niveau du gouvernement, parlement, administration) des points sur lesquels l'AG s'est prononcée.

Conscient des limites du modèle actuel de communication, ConcertES a consacré du temps pour réfléchir à ses moyens de communications, ce chantier aboutira en 2017.

Le conseil d'administration assure un rôle de soutien au secrétariat général qu'il assiste :

- dans la préparation des assemblées générales plénières ;
- dans les réflexions sur les grandes orientations de l'organisation ;
- dans la validation de décisions, qui sortent du cadre du quotidien et nécessitent une prise de position rapide et validée, en fonction des besoins et enjeux.

Lors du renouvellement du CA de ConcertES en juin 2016, le mandat des administrateurs sortant a été renouvelé. De plus, un nouvel administrateur a été élu en 2016, Credal SC.



Le Conseil d'administration est composé, au 31 décembre 2016, des 3 fédérations transsectorielles (Febecoop, SAW-B et Syneco) ainsi que d'Atout EI, de Crédal SC, de l'EWETA et de la FÉBISP.

Le conseil d'administration s'est réuni 5 fois en 2016.

De plus, pour certaines questions d'actualités, il est régulièrement concerté par voie électronique.

Le Bureau de ConcertES assure la présidence de l'asbl ConcertES. Il est composé des 3 fédérations transsectorielles (Febecoop, SAW-B et Syneco). Il assure la présidence de ConcertES.

Le Bureau est avant tout sollicité par voie électronique et ne se réunit que lorsque les circonstances l'y amène ou lorsqu'une discussion s'avère nécessaire pour préparer les CA ou les AG. Il a avant tout un rôle opérationnel et d'appui à la gestion quotidienne. Ainsi, de nombreux échanges ont eu lieu entre le secrétaire général et le bureau, sur diverses questions liées aux ordres du jour des instances (CA & AG), sur des questions budgétaires ainsi que sur des thématiques diverses pour lesquelles des décisions rapides doivent être prises.

Des groupes de travail sont organisés en fonction de l'actualité et des priorités décidées par l'assemblée générale plénière, selon les besoins ou à la demande des membres.

Ces groupes de travail se réunissent en fonction des enjeux et de l'actualité, sur base d'une participation volontaire et intéressée des fédérations. Dépassant le simple cadre sectoriel, ils portent sur des thématiques précises pour lesquelles les membres ont estimé qu'un travail de recherche approfondi et une position concertée avaient sa pertinence.

Au-delà de ces groupes de travail en fonction de l'actualité et des priorités, un groupe de travail travaille de manière structurelle : le groupe de travail actif sur les thématiques européennes. Sans qu'il ne se réunisse physiquement, il est consulté sur des travaux européens en cours, principalement sur des réponses à des consultations de la Commission. Des informations et actualités européennes sont également régulièrement transférées aux membres de ce groupe de travail. Durant l'année 2016, un groupe de travail a travaillé à l'élaboration d'une position concernant l'avenir de la SFS. Enfin, les Agences Conseils en économie sociale sont également réunies par ConcertES pour évoquer des questions diverses (décret ; articulation avec l'AEI ...).

L'équipe exécutive n'agit que sur mandat des membres, ce qui ne la dispense pas d'un rôle important de suivi de l'actualité, lui permettant de porter rapidement l'information au lieu où elle sera efficacement traitée.

L'équipe exécutive prépare les CA et AG, anime les groupes de travail, réalise des études, analyses et recherches qui alimentent, appuient et consolident les travaux de la concertation.



L'année 2016 fut plus mouvementée entre le départ de Béatrice, l'arrivée de Marie et celle de Quentin et l'augmentation du temps de travail de Dorine. Ainsi, fin 2016, l'équipe est composée de 5 personnes, pour 4 ETP.

Sébastien Pereau, secrétaire général, et Bénédicte Sohet, coordinatrice adjointe, sont principalement affectés aux travaux de la concertation.

Béatrice Bosschaert et Dorine Mucowintore étaient occupées, quant à elles, principalement à l'Observatoire de l'Economie Sociale et sur le démarrage du projet VISES. Marie Loix a été engagée, comme chargée de projet, elle est exclusivement chargée de la coordination du projet VISES. Quentin Uliana a rejoint l'équipe en 2016, pour le soutien administratif de l'équipe. Il répartit quant à lui, son temps de travail entre le projet VISES et les travaux de la concertation.

### ***LA RECONNAISSANCE COMME ORGANISATION REPRÉSENTATIVE***

Depuis 2009, ConcertES est désignée organisation représentative des entreprises de l'économie sociale par le Gouvernement wallon, dans le cadre du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale. À l'issue d'un premier mandat de 4 ans, début 2013, ConcertES a vu son mandat d'organisation représentative prolongé pour une nouvelle durée de 4 ans, le mandat s'achève donc fin janvier 2017.

### ***L'OBSERVATOIRE DE L'ECONOMIE SOCIALE***

Pôle d'expertise et de réflexion, l'Observatoire de l'Economie Sociale rassemble, en un seul endroit, toutes les données relatives à l'économie sociale (ES).

Il se veut un outil aux services de tous ceux qui participent aux réflexions, à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques et d'actions concernant l'économie sociale.

En ce sens, c'est un véritable portail statistique de l'économie sociale francophone de Belgique.

Il est géré par ConcertES. Dans le cadre des travaux de l'Observatoire, diverses collaborations ont été mises en place avec une diversité de partenaires :

- les centres de recherche en économie sociale
- les fédérations
- d'autres partenaires externes (administrations, Fondation Roi Baudouin, Unipso, APEFE ...)

# La concertation et la représentation de l'économie sociale

Mandatée par le Gouvernement wallon, pour assurer ce rôle d'organisation représentative de l'économie sociale au niveau wallon, ConcertES assure un travail de concertation et de représentation de l'économie sociale. Ce travail s'exerce principalement au niveau wallon, même si ConcertES est bien sûr très attentif à l'évolution des matières fédérales qui pourraient influencer directement l'économie sociale wallonne. Il en est de même pour le niveau européen.

## **AUPRÈS DU GOUVERNEMENT WALLON**

Régulièrement, dans le courant de l'année 2016, ConcertES a été convié par le Cabinet du Ministre Marcourt, à diverses réunions de suivi dans le cadre de sa mission de représentation des entreprises de l'économie sociale. À l'ordre du jour de ces réunions : un suivi des dossiers en cours et le traitement des dossiers spécifiques tels que les conséquences des 6èmes réformes institutionnelles, les réformes aux dispositifs d'économie sociale, l'Observatoire de l'économie sociale et son financement ...

L'année 2016 fut riche en échanges avec les différents collaborateurs du Ministre wallon en charge de l'Economie sociale.

Au niveau wallon, ConcertES assure également cette mission de représentation de l'économie sociale en participant aux travaux de diverses instances wallonnes, comme le Conseil Wallon de l'Economie sociale ou la Commission consultative et d'agrément des entreprises de l'économie sociale, mais aussi au sein de différents comités de pilotage.

## **1. LE SUIVI DES DISPOSITIFS RÉGIONAUX EXISTANTS**

### **1.1. Les entreprises d'insertion wallonnes et fédérales**

En 2016, ConcertES a continué à suivre les travaux à propos des entreprises d'insertion, tant wallonnes que fédérales.

ConcertES a d'une part participé aux travaux préparatoires concernant l'amélioration du dispositif 'entreprise d'insertion' wallonnes : des travaux de proposition et concertation entre l'Administration, le Cabinet et Atout EI.

ConcertES a d'autre part, dans le cadre du transfert de compétences lié à la sixième réforme de l'Etat, participé aux réflexions concernant l'implémentation du transfert des entreprises d'insertion fédérales vers la Wallonie. Dans l'attente de l'aboutissement du processus législatif (encore en cours), la reconnaissance et les procédures d'agrément de l'Entreprise d'Insertion anciennement



fédérales sont dorénavant mises en œuvre par la Direction de l'Economie Sociale, elles y ont été transférées sans modification.

Un nouveau texte unique de décret avait été présenté, en première lecture, en mai 2015. Il a finalement été adopté en octobre 2016 et publié en novembre 2016. Il devrait, tout en conservant l'esprit et les objectifs du décret actuel sur les entreprises d'insertion, intégrer un triple objectif :

- Assimiler le transfert de compétences lié à la sixième réforme de l'Etat, en implémentant un agrément d'initiative d'économie sociale ;
- S'adapter au règlement général d'exemption par catégorie révisé par l'UE, en révisant la définition de public gravement défavorisé ;
- Soulager la charge administrative actuelle tant pour les entreprises que pour l'Administration.

Parallèlement aux travaux menés sur le décret en 2016, la rédaction d'un nouvel arrêté est toujours en cours, celui devrait passer début 2017 en 3ème lecture. ConcertES a été associé tout au long de ce processus aux travaux menés par Atout Ei, de concert avec l'Administration et le Cabinet.

## 1.2 Les Agences conseils

En 2014, une proposition de modification de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2006, portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif aux Agences-conseil en économie sociale, avait été proposée au Gouvernement wallon en première lecture. Du fait des élections, cette proposition n'avait pas été adoptée. En 2015, la nouvelle législature a apporté son lot de changements : les initiatives prises par le Ministre ont entraîné une évolution du cadre de travail des agences conseils :

- l'intégration des agences-conseils au paysage de l'animation économique
- l'obligation de conclure des contrats d'objectif avec l'AEI, dans le cadre de la programmation FSE.

1/ L'intégration des agences-conseils au paysage de l'animation économique s'est concrétisée au divers de divers travaux, L'AEI a organisé et piloté pas moins de 6 réunions en 2016. Les thèmes suivants y furent abordés :

- la sensibilisation à l'entreprenariat collectif et coopératif des étudiants ;
- le pilotage et l'animation des Agences-conseils ;
- l'appel à projet Innovation sociale ;
- des réflexions sur les besoins des agences-conseils en terme de formations et d'outils mutualisés ;

- l'association aux travaux préparatoires à la réalisation d'un film sur le modèle coopératif ;
- l'appel à projet 'bourses coopératives citoyennes' ;
- le forum des coopératives 'édition 2016', qui avait pour objectif de rassembler l'ensemble des acteurs de l'animation économique.

2/ ConcertES a participé, dès 2015, aux discussions et aux négociations entre les agences-conseils et l'AEI concernant les contrats d'objectifs. Ces travaux se sont poursuivis pour aboutir au premier semestre 2016. Cela recouvre différentes actions menées de la concertation : participation au road show de l'AEI - rédaction de note de synthèse reprenant les différentes questions des AC à propos de leur intégration à l'animation économique classique – proposition d'adaptation des contrats d'objectifs – remarques et propositions concernant les contrats d'objectifs - ...

Parallèlement, à l'intégration des agences-conseils au paysage de l'animation économique, le cadre légal de financement est amené à évoluer, avec l'adoption et l'entrée en vigueur de nouveaux textes prévue pour 2017. Ainsi, un avant-projet de décret a été présenté en première lecture au gouvernement wallon en juin 2016. ConcertES a suivi ces travaux et a collaboré avec l'administration pour la préparation d'une proposition d'arrêté exécution au décret.

Dans la logique de transversalité souhaitée par le Gouvernement wallon, le dispositif des agences-conseils serait désormais lié aux mécanismes wallons d'aides aux entreprises.

Par ailleurs, au vu du contexte (une intégration à l'animation économique classique sans réelle prise de recul sur les attentes et les besoins en matière de développement de l'économie sociale), l'AG de ConcertES (novembre 2015) a décidé de travailler à la préparation d'un 'plan de développement de l'ES'. Ce chantier a été mené tout au long de l'année 2016 et il se poursuivra en 2017. Dans l'élaboration de ces travaux, les réflexions sur les besoins rencontrés par les opérateurs de l'économie sociale, sur le rôle des agences-conseils dans ce cadre ainsi que sur les outils nécessaires et les évolutions à y apporter ont été prises en compte.

### 1.3 Les IDESS

Dans les suites de l'arrêté modificatif adopté en fin d'année 2015, ConcertES a suivi, tout au long de l'année 2016, cette matière en participant à la relecture des rapports d'activités des IDESS et en tentant de poursuivre les travaux entamés précédemment pour l'amélioration de ce dispositif. ConcertES s'est, entre autres, concerté avec l'Administration à propos de l'interprétation du nouvel arrêté. Une note de synthèse sur ce dispositif a été rédigée à propos de l'évolution du cadre et transmise aux fédérations.



ConcertES a participé, via ses fédérations, au Comité d'accompagnement du marché public sur l'impact des IDESS. Elle a alimenté les travaux du Centre de recherche Spirale dans la sélection des IDESS. Elle a également assisté à la présentation du rapport final lors de la journée des entreprises d'insertion et des IDESS, organisée par Atout EI.

## 2. TRANSFERT DE COMPÉTENCES LIÉS À LA SIXIÈME RÉFORME DE L'ÉTAT

### 2.1 RÉGIONALISATION DES MATIÈRES EMPLOI

ConcertES a été tout au long de l'année en veille quant à l'actualité fédérale à propos des **réformes institutionnelles** consécutives à l'accord de gouvernement fédéral conclu fin 2011. ConcertES a ainsi poursuivi le travail entamé les années précédentes sur ces matières. En effet, saisissant l'opportunité de ce regroupement des compétences emploi sous un même niveau de pouvoir, ConcertES a poursuivi son travail de rédaction de propositions visant à intégrer adéquatement ces compétences fédérales au niveau de la Wallonie et de la Région de Bruxelles-Capitale : aides à l'emploi groupe cible, APE-ACS, article 60§7, titres-services ont ainsi fait l'objet de réflexions, de discussions, de la finalisation d'un positionnement en vue de leur accueil au niveau régional et de leur amélioration.

ConcertES a suivi en 2016, à distance, en dépit d'y être associé spontanément, les travaux du GPSW à propos du Pacte pour l'Emploi, elle a également suivi, sans y être associée non plus, le cheminement législatif des textes sur les matières emploi, plusieurs sont passés pour avis au CESW pendant l'été : avant-projet de décret relatifs aux aides à destination des groupes-cibles, avant-projet de décret relatif aux contrats d'insertion, avant-projet de décret modifiant le décret du 2 mai 2013 relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises.

Des rencontres avec les Cabinets des Ministres et les partenaires sociaux ont été organisées en 2016. Tout au long des deux années, de nombreux autres échanges ont eu lieu, entre autres entre ConcertES et l'Unipso à propos des réformes institutionnelles : échanges et discussions sur les données statistiques, partage d'informations, ...

### 2.3 Régionalisation du Titre-Service

En 2016, ConcertES a suivi, en deuxième ligne, les travaux sur les réformes du dispositif titres-services. Un projet d'arrêté est passé en première lecture devant le gouvernement, il modifie l'arrêté royal du 12 décembre 2001 relatif aux titres-services et l'arrêté royal du 07 juin 2007 concernant le fonds de formation. Cette réforme n'est qu'un entre deux avant l'entame probable d'une plus profonde réforme du dispositif dans le futur.



Faisant suite à la régionalisation du titre-service, une nouvelle commission d'agrément régionale des entreprises titres-services sera mise en place en 2017, un siège (effectif et suppléant) y a été expressément réservé à l'économie sociale par la Ministre de l'Emploi.

#### 2.4 Régionalisation de l'art. 60, §7

Lors d'une rencontre entre ConcertES et le Cabinet Tillieux, début 2016, ce dernier a clairement exprimé la volonté de conserver les mesures article 60 et 61, en veillant à continuer à la réserver aux demandeurs d'emploi les plus difficiles à placer et les plus éloignés de l'emploi. Il a poursuivi, en annonçant que la mesure article 60 serait dans un premier temps transférée telle quelle, en veillant si possible, à sa simplification.

A l'occasion de cette rencontre, le Cabinet s'est engagé à associer les acteurs concernés lors des réflexions à mener sur la simplification de cette mesure.

### 3. FSE

ConcertES a suivi les résultats des appels à projet européens sur les Fonds Structuraux Européen (FEDER et FSE) dans la cadre de la programmation 2014 – 2020 pour les structures d'économie sociale et en particulier, les agences-conseils. C'est principalement autour de la nouvelle obligation de conclure des contrats d'objectifs que s'est concentré le travail de ConcertES et sur les questions liées aux aides d'état.

### 4. LES MANDATS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Face à la multiplication des mandats attribués à l'économie sociale et avec la volonté d'instaurer un meilleur suivi de l'information entre les mandataires et la concertation, les fédérations membres ont exprimé en 2015 la volonté d'un meilleur suivi des mandats. Une fiche a été dressée pour l'ensemble des mandats occupés pour le compte de l'économie sociale. Cette fiche reprend des informations du type : rôle de l'instance, son contexte, les positions à défendre, le rôle des mandataires, le mode de désignation de ces derniers ...

Après concertation des fédérations, ces fiches ont été réalisées et comportent deux volets : une première note reprenant des éléments de contexte et une seconde concernant l'organisation du mandat.

De manière plus opérationnelle, ConcertES a proposé aux fédérations mandatées :

- d'organiser le cas échéant des temps de concertation entre les membres de l'ES, soit par email, soit en se concertant juste avant la réunion ;
- de mettre en place un outil de gestion de suivi de dossiers / réunions (avec accès réservé) que ConcertES partagerait aux représentants de l'ES au sein des commissions et comités ;

- de prévoir l'évolution de la base de données qu'utilise actuellement ConcertES (espace de réactions pour chacun des membres, avis juridique, jurisprudence, ...) en la mettant en ligne afin de permettre une utilisation à distance ;
- d'organiser un suivi régulier systématique de ces différents mandats auprès de l'ensemble des fédérations.

ConcertES a également tenté de constituer un listing de l'ensemble des mandats 'économie sociale' occupés au sein d'autres instances et qui ne sont pas confiés par la concertation.

Fin 2016, ConcertES a mis la question des mandats à l'ordre du jour de sa dernière assemblée générale de l'année afin de faire le point et d'échanger sur les mandats occupés pour la concertation. Cette question des mandats sera abordée au moins annuellement afin de faire vivre la concertation.

Durant l'années 2016, ConcertES fut également invitée à occuper de nouveaux mandats pour le compte de l'économie sociale, elle a rejoint divers comités d'accompagnement : le comité d'accompagnement pour le suivi du marché public sur l'évaluation de l'impact des IDESS, le comité d'accompagnement pour le suivi de l'étude sur l'impact social SECOIA, le comité d'accompagnement de l'étude réalisée sur les brochures coopératives, le comité d'accompagnement de l'Etude sur les fonds de solidarité coopératifs.

#### 4.1 Le Conseil wallon de l'économie sociale

Un des premiers objectifs que s'étaient fixés les initiateurs de ConcertES dès 2005 était la revitalisation du CWESMa.

C'est un organe consultatif qui s'avérait essentiel pour l'économie sociale dans le cadre de l'adoption du décret économie sociale en 2008.

Au-delà de son rôle de proposer les membres représentants les entreprises d'économie sociale appelé à siéger au sein du CWES, ConcertES assume aujourd'hui, en la personne de son secrétaire général, la Présidence du CWES.

Au 31/12/2016, les entreprises d'économie sociale sont représentées au sein du Conseil Wallon de l'Economie Sociale par :

Membres effectifs	Membres suppléants
Sébastien Pereau (ConcertES)	Bénédicte Sohet (ConcertES)
Sophie De Dekker (Febecoop)	François Xhaard (CAIPS)*
Joël Gillaux (Syneco)	Eric Albertuccio (AID)
Sognia Angelozzi (EWETA)	Jessica Santini (ACFI)*
Vanessa Benvissuto (Atout EI)*	Salvatore Vetro (RES)
Christine Coradossi (Ressources)	Aude Humblet (ALEAP)

Marie-Caroline Collard (SAW-B)

Didier Goetghebeur (USCOP)\*

Bernard Bayot (RFA)

Valérie Galloy (Coopac)

Durant l'année 2016, le CWES a réagi à plusieurs demandes d'avis émanant du Gouvernement wallon :

- **une demande d'avis sur l'avant-projet de décret relatif aux agences-conseil en économie sociale (Avis n°22 28/07/2016) ;**
- **une demande sur le Plan Marshall 4.0 – Small Business Act 2015-2019 – Opérationnalisation des recommandations du Conseil des PME (Avis n°23 28/07/2016)**
- **une demande sur les avant-projets de décret portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides de la Wallonie, aux porteurs de projets et aux PME pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré (Avis n°24 28/07/2016) ;**
- **une demande d'avis sur les avant-projets d'arrêtés portant exécution du décret portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en RW, aux porteurs de projets et aux PME pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré (Avis n°25 29/11/2016).**

Ces demandes d'avis ont fait l'objet de débats et positionnements lors de plusieurs réunions du CWES. Elles ont également fait l'objet de débats et positionnements préalables entre les représentants de l'économie sociale au sein du CWES.

En 2016, le CWES a également élaboré, comme chaque année, son rapport annuel d'évaluation du décret relatif à l'économie sociale et de ses dispositifs. Ce rapport reprend, outre des statistiques sur les différents dispositifs, des éléments d'appréciation, problématiques, commentaires, propositions, suggestions. Il a été communiqué au Gouvernement et au Parlement wallon.

Enfin, en marge des réunions du CWES, divers contacts prennent également place avec les partenaires sociaux afin de préparer les réunions du CWES ou d'approfondir les discussions sur certains des dossiers et thématiques qui y sont traités.

Une réflexion a également été menée, en parallèle de la réforme de la fonction consultative envisagée par le gouvernement wallon, sur l'implication des représentants de l'économie sociale au CWES et sur son devenir.

#### 4.2 La Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale

Comme pour le CWES, ConcertES est chargée de proposer les membres représentant les entreprises de l'économie sociale au sein de la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale (la COMES). ConcertES a ainsi proposé le remplacement de représentants de l'économie sociale du fait d'une évolution au sein des fédérations et entreprises.

Représentent actuellement les entreprises d'économie sociale au sein de la COMES :

- Sébastien Pereau (ConcertES) comme membre effectif et Bénédicte Sohet (ConcertES) comme membre suppléante et vice-présidente
- Caroline Renouprez (Atout EI) comme membre effectif et Anne-Sophie Chronis (Atout EI) comme membre suppléante
- Dominique Salee (RES) comme membre effectif et François Xhaard (CAIPS) comme membre suppléant.

ConcertES a participé tout au long de l'année 2016 à la COMES : ce ne fut pas moins de 15 réunions. Préalablement aux réunions, ConcertES prépare ses avis et assure le suivi des dossiers au fil du temps : rapport d'activités, demande de renouvellement, demande d'agrément, ...

En 2016, la COMES a également examiné l'ensemble des rapports d'activités des **entreprises d'insertion**, des demandes d'agrément, de renouvellement, des rapports d'inspection et également des procédures de suspension/retrait.

En outre, la commission s'est penchée, en 2016, sur l'analyse des demandes d'agrément, de renouvellement, d'extension d'**IDESS** ainsi que sur les rapports d'activités de celles-ci pour l'année 2015.

Au niveau des **agences-conseils (AC)**, la commission s'est concentrée sur l'analyse des rapports d'activités pour l'année 2015.

La présence de ConcertES, au sein de la COMES permet également d'assurer un rôle d'intermédiaire entre les entreprises d'économie sociale et la commission. D'un côté, le représentant de ConcertES amène en commission les éléments et connaissance du terrain, de l'autre, un certain retour, dans le respect de la confidentialité des débats en commission, est assuré vers les acteurs du terrain. ConcertES rapporte également vers ses membres les nouveaux éléments de 'jurisprudence' à partir desquels la Commission se positionne

ConcertES a participé tout au long de l'année aux réunions de la commission consultatives et d'agrément des entreprises d'économie sociale : les 2 représentants de ConcertES s'y sont relayés, en y assistant à tour de rôle. Notons également qu'un travail de concertation préalable à chaque commission était organisé de manière systématique entre les deux représentants. Une concertation avec les autres représentants de l'économie sociale ainsi qu'avec d'autres membres de la commission est également organisée lorsque les dossiers le nécessitent.

ConcertES a également contribué à la réalisation du rapport annuel 2016 de la COMES. Ce rapport reprend, outre des statistiques sur les dispositifs concernés, des éléments d'appréciation,

problématiques, commentaires, propositions, suggestions. Il a été communiqué au Gouvernement et au Parlement wallon.

#### 4.3 Comité d'accompagnement de la mission déléguée 'Brasero'

Ce comité est chargé du pilotage général du projet Brasero (soutien au développement des coopératives), mission déléguée confiée à la SOWECSOM par le gouvernement wallon. Le rôle du comité est de discuter de la mission générale et de proposer des améliorations visant à renforcer les effets positifs de ce projet-pilote. Institué en 2015, ConcertES a proposé les représentants de l'ES à ce comité d'accompagnement : Sébastien Pereau et Stéphane Boulanger siègent à ce comité pour le banc de l'économie sociale. Ce comité s'est réuni à deux reprises en 2016.

#### 4.4 Comité d'acceptation de la Sowecsom

En 2015, le Ministre a sollicité pour la première fois ConcertES pour lui proposer les membres du comité d'acceptation de la SOWECSOM à nommer par le Gouvernement wallon. De nouveaux représentants de l'ES ont été désignés lors du Bureau de ConcertES du 09 septembre 2015. Les personnes proposées pour occuper ce mandat sont Sybille Mertens - Eric Bernard - Stéphane Boulanger - Jean-François Herz et Joël Gilliaux. En 2016, le renouvellement de ce comité d'acceptation s'est effectivement concrétisé. Plusieurs réunions de ce comité d'acceptation de la SOWECSOM ont été organisées.

Ce comité est chargé :

- D'une part, d'analyser les dossiers quant à leur recevabilité en tenant compte, dans sa décision d'acceptation ou de rejet, des champs d'activité retenus comme relevant de l'ES marchande et des paramètres auxquels les sociétés concernées doivent répondre, tels que définis dans le ROI définissant la politique d'investissement de la société ;
- D'autre part, d'analyser les dossiers recevables sous l'angle de l'opportunité et de la viabilité économique et remettre au CA un avis argumenté de manière à étayer les discussions telles que définis dans le ROI définissant la politique d'investissement de la société.

#### 4.5 Comités d'accompagnement d'études lancés par le SPW

Fin 2015, un marché public de services pour une mission relative à l'élaboration d'une **étude portant sur l'analyse de l'impact social des IDESS** a été lancé par l'Administration (DG06). C'est l'ULG qui a obtenu ce marché. 3 représentants de l'économie sociale, proposés par ConcertES, siègent au sein du **Comité d'accompagnement** de cette étude. Ce sont Atout EI, CAIPS et Syneco qui y siègent pour le



compte de ConcertES.. Ce comité s'est réuni en mars 2016 (présentation de l'équipe de chercheur, définition d'un calendrier et présentation de la méthodologie utilisée pour la recherche) et a été sollicité en avril pour valider la proposition de sélection des 12 IDESS à rencontrer pour les études de cas. Il s'est également réuni au début de l'automne. Un pré-rapport final a été transmis.

Suite au lancement d'un *Marché public de services pour une mission relative à l'élaboration d'une étude portant sur l'analyse juridique, budgétaire et administrative du fonctionnement des fonds de solidarité constitués par le mouvement coopératif en Italie, en France et en Espagne* par la DGO 6 du SPW, un **comité d'accompagnement** a également été mis en place. La mission à réaliser comportait deux postes : d'une part, élaborer une étude portant sur l'analyse juridique, budgétaire et administrative du fonctionnement des fonds de solidarité constitués par le mouvement coopératif en Italie, en France et en Espagne et, d'autre part, fournir un appui juridique à la demande du Gouvernement wallon sur cette thématique.

2 représentants de l'économie sociale ont été proposés par ConcertES (Sébastien Pereau et Sébastien Cassart). Le comité s'est réuni à quelques reprises, l'étude achevée a été présentée fin mai 2016 au Comité de suivi.

Un autre marché public a été lancé par l'administration *pour l'élaboration de brochures informatives de nature juridique et administrative à destination de coopérateurs potentiels souhaitant acquérir des parts dans une coopérative*. Ces brochures informatives devaient être déclinées en différentes versions, en fonction du public-cible : les Associations et les Fondations d'une part, les indépendants et les entrepreneurs d'autre part. ConcertES a transmis une série de remarques et commentaires sur les contenus de ces brochures. ConcertES a également sollicité l'avis des agences-conseils à ce sujet.

Enfin, ConcertES participe, depuis son lancement, au **comité d'accompagnement** de **SECOIA (Social Economy Impact Assessment)**. SECOIA est le consortium ayant obtenu le marché public de la DGO6 *pour une mission relative à l'élaboration d'une étude portant sur l'analyse et l'évaluation de l'impact social des entreprises d'économie sociale*. SECOIA est mené par le Spiral (Sciences politiques ULg), le Ciriec et SAW-B. Ce projet étudie la possibilité de reconnaître les entreprises d'économie sociale en mettant en lumière leurs pratiques spécifiques et les effets de ces pratiques. Afin de refléter au mieux les réalités observées sur le terrain, plusieurs entretiens et ateliers ont été réalisés auprès de différentes entreprises et acteurs de l'économie sociale. Cette étude a démarré en janvier 2016. ConcertES a participé à 3 comité d'accompagnement en 2016.

#### 4.6 Jurys et autres comités de sélection



ConcertES a été, fin d'année 2015, conviée par l'AEI à siéger dans le **jury** pour l'octroi de bourses "**coopératives citoyennes**", ce dispositif visant à soutenir la maturation, préparation et lancement de nouveaux projets de coopératives citoyennes. Ces bourses sont octroyées sous forme d'appel à projet. Le jury s'est réuni à plusieurs reprises en 2016, pour la sélection des projets. Le jury a également joué le rôle de comité de pilotage de ce dispositif pilote (sélection des projets, suivi des dossiers, organisation du forum des coopératives, rapport d'animation de journées d'échange, recommandations pour la suite, ...).

Enfin, depuis 2014, ConcertES participe au **comité d'accompagnement** de l'**Observatoire de la vie associative** animé par la **Fondation Roi Baudouin**. ConcertES y amène sa connaissance des entreprises de l'économie sociale et peut y partager toute son expérience et son expertise acquises dans la gestion de l'Observatoire de l'économie sociale.

## 5. RECONNAISSANCE/LABELLISATION

En regard des actions prévues dans la DPR, ConcertES a dans le courant de l'année 2015 choisi d'ouvrir avec ses fédérations un dialogue autour de la labellisation et de la reconnaissance de l'économie sociale.

Lors des rencontres avec les fédérations, il est apparu que les réflexions autour de la reconnaissance/labellisation étaient à mener plus largement dans le cadre d'une réflexion sur le développement de l'ES et les moyens ou actions nécessaires pour favoriser ce développement. La concertation a donc souhaité mettre en chantier un plan de développement de l'économie sociale. ConcertES a mené ce chantier tout au long de l'année 2016. Les membres ont été associés tout au long de ce processus de réflexion lors des 4 assemblées générales de la concertation. Ce chantier se poursuivra en 2017 par une rencontre entre l'équipe et chacune des fédérations en janvier. Le Plan de développement reposera sur les éléments suivants : une Vision pour l'économie sociale, les Valeurs partagées de l'économie sociale, les Missions qu'elle remplit/se donne, des objectifs stratégiques pour le développement de l'économie sociale, décliné en objectifs opérationnels et en programme d'actions pour la concertation, ConcertES et ses fédérations.

## 6. FONCTION CONSULTATIVE

Face à la volonté affichée du Ministre-Président Magnette de réformer la fonction consultative avec l'ambition de répondre aux objectifs de rationalisation et d'efficience – un des importants chantiers de la DPR – et suite aux premiers travaux en la matière (dans des lieux où l'économie sociale n'est



pas représentée), ConcertES a rejoint en 2015 une plateforme initiée par l'IEW. L'objectif de cette plateforme est de formuler des propositions constructives pour favoriser des améliorations significatives à l'organisation de la fonction consultative wallonne.

Les travaux de cette plate-forme ont été poursuivis en 2016 avec, notamment, diverses rencontres entre les membres de la plateforme et divers cabinets ministériels et organisations syndicales afin de leur présenter les propositions et positions défendues.

Sur la base de tous ces travaux, ConcertES et l'IEW ont organisé, en octobre 2016, un séminaire de travail afin de sensibiliser les parlementaires wallons à d'autres modèles d'organisation de la fonction consultative. Ce séminaire a été l'occasion de Regards croisés sur la fonction consultative en Wallonie et en Europe. Une quarantaine de personnes étaient présentes, il fut question, après une introduction du sujet par Anne Guisset, chargée de cours et chercheuse à l'Université Saint-Louis, d'une présentation du Conseil économique, social et environnemental français par Catherine Tissot-Colle et Bruno Genty (membres du CESE français) et d'une présentation du Conseil économique et social européen par Alain Coheur (Membre du CESE). S'en est suivi un débat entre certains acteurs wallons de la société civile : les organisateurs Concertes et l'IEW, Vincent Reuteur (Administrateur-délégué de l'UWE et Thierry Bodson (secrétaire général de la FGTB).

Si peu de parlementaires étaient effectivement présents à ce séminaire, le parlement wallon s'est saisi de cette question en invitant les panelistes à venir présenter leurs opinions lors d'une séance d'audition parlementaire de la Commission des affaires générales et des relations internationales du parlement le 24 novembre 2016<sup>1</sup>. Ce dossier devrait aboutir en 2017.

## 7. LES COOPERATIVES

Un groupe de travail sur les coopératives s'est réuni au sein de la concertation en juin 2016 dans l'objectif d'élaborer des propositions par rapport aux intentions affirmées du cabinet de favoriser le développement de coopératives (et notamment de coopératives de travailleurs).

Ce groupe de travail a débattu des bourses coopératives, de Brasero, des suites à donner à l'étude 'fonds de solidarité coopératifs'. Le contenu des questions débattues a permis de réagir rapidement aux propositions d'arrêté transmises par le cabinet Marcourt début juillet.

Cet arrêté est, depuis lors, d'application. Il a adapté la mission 'BRASERO'. Sont visés dans cet arrêté : *le soutien et promotion des coopératives et le développement de coopératives de travailleurs associés.*

---

<sup>1</sup> Voir le C.R.I.C. N°49 (2016-2017) ; le CESE français a lui été auditionné plus tard. Voir C.R.I.C. N°61 (2016-2017)

## 8. LES GROUPES DE TRAVAIL PORTES PAR LE CABINET

ConcertES a participé au Groupes de travail mis en place par le Cabinet Marcourt, dans le cadre d'une mission portée par Eric Bernard. Quatre groupes de travail se sont réunis en juin 2016. L'objectif de ces groupes de travail était de :

- Provoquer des échanges sur la thématique du groupe de travail
- Susciter l'émergence de quelque chose

L'équipe ConcertES a participé aux différents groupes de travail :

- Gouvernance, participation, syndicat
- Impact social et Observatoire
- Entrepreneuriat social et coopératif
- Image, communication, label.

## 9. DISCUSSION AUTOUR DE LA CONCURRENCE

En mai 2016, faisant suite à quelques interpellations de la part de ses fédérations, ConcertES a organisé un Petit déjeuner de la concertation sur ce thème : « La concurrence effrénée entre entreprises sociales ne porte-t-elle pas préjudice à l'image de l'économie sociale ? Que faire pour transformer nos pratiques ? » Quelques fédérations membres de ConcertES se sont dès lors réunies pour discuter, échanger et tracer des pistes sur cette problématique. Il y fut question de concurrence entre opérateurs de l'économie sociale et avec les entreprises classiques. Parmi les échanges, quelques points ont été mise en évidence : les plus-values des groupes d'échange dans l'organisation des marchés publics, le besoin de mieux se connaître entre acteurs de l'ES, les tensions que rencontrent les acteurs de l'ES entre rentabilité et finalité, l'évolution notamment du cadre européen, la construction de partenariats, l'intérêt de la création de collaborations vertueuses, ...

D'autre part, dans le courant de l'année 2016, les syndicats ont été demandeurs d'entamer une discussion avec les représentants de l'économie sociale sur la thématique de la concurrence. Si des débats n'ont pas encore été organisé, des échanges d'informations en vue d'une compréhension mutuelle des problèmes et attentes de chacun ont pris place. Il s'agit maintenant de construire sur cette volonté réciproque de dialogue.

## 10. INTÉGRATION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE À L'ANIMATION ÉCONOMIQUE 'CLASSIQUE'

Une des lignes de force de la politique régionale wallonne de la législature 2014-2019 est la 'transversalité' : soit l'idée que l'économie sociale s'intègre aux aides accessibles à toutes les entreprises et ne se limite pas à seules aides qui lui sont dédiées.

Cette transversalité s'est exprimée à plusieurs niveaux :

- la réforme des aides de premiers niveaux. Bien qu'elle n'y ait pas été associée directement dans les réflexions préalables, l'économie sociale fut consultée via la demande d'avis reçue par le CWES. Le suivi de ce chantier est d'autant plus important que le dispositif de financement des agences-conseils y serait d'ailleurs désormais lié pour partie.
- ConcertES a été invité à participer à un groupe de travail sur l'entrepreneuriat, en vue d'élaborer un plan pour les PME à l'horizon 2015 – 2019 et de recommandations à l'intention du Ministre.
- ConcertES a également participé à l'intégration des agences-conseils au réseau de l'animation économique classique (AEI). Dans ce cadre, ConcertES a participé à l'ensemble des réunions organisées par l'AEI concernant l'animation des Agences-conseils.

Ces différents chantiers ont été abordés dans le cadre de réunions régulières avec les Agences-conseils en économie sociale. En effet, les agences-conseils sont les premiers acteurs à être concerné par toutes ces réformes. Le dispositif même d'agences conseils est en cours d'évolution suite à un projet de Décret présenté au Gouvernement en juin 2016 et sur lequel le CWES a été consulté. ConcertES a réuni dans ce cadre les agences conseils afin de réunir leurs remarques, commentaires et suggestions et afin de préparer des propositions constructives pour améliorer le dispositif envisagé.

### AU NIVEAU FÉDÉRAL

ConcertES a été tout au long de l'année en veille quant à l'actualité fédérale. Les principales matières traitées au niveau fédéral sont les suivantes :

#### 1. LA RÉFORME DU CODE DES SOCIÉTÉS – SOCIÉTÉ À FINALITÉ SOCIALE – SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE (AGRÉÉE)

Ayant appris qu'une réforme du Code des sociétés étaient actuellement à l'agenda du Gouvernement fédéral, ConcertES s'est, durant l'année 2015, tenu informée de l'évolution des travaux dans cette matière. En 2016, au-delà du travail de veille, il fut question de la mise en place d'un groupe de travail chargé d'aboutir à l'élaboration d'un positionnement commun sur l'avenir de la SFS. Ce groupe de travail s'est réuni à 2 reprises : en juin et en octobre. Parallèlement, et sur mandat des fédérations, afin d'étayer le positionnement, des rencontres furent organisées avec différents opérateurs (notamment flamand) afin de connaître leur position : quelques acteurs

flamands : Wim Van Opstal de l'INC, Peter Bosman de FEBECOOP, Lieve Jacobs et Christophe Kevelear de CERA Coopburo et des acteurs bruxellois et wallons : CEBNM, Unipso, ...

Au vu des intentions du Ministre Geens, il s'agit d'un chantier pour l'année 2017.

## 2. CLAUSES SOCIALES ET MARCHÉS PUBLICS

Suite à l'adoption d'une nouvelle directive européenne en 2014, les états membres sont tenus d'adapter leur réglementation en matière de marchés publics. ConcertES a ainsi suivi les travaux liés à la transposition de la directive européenne en droit belge afin de s'assurer que les dispositions relatives aux considérations sociales soient bien intégrées à la nouvelle loi.

ConcertES a mené une série de ces travaux avec SAW-B.

Par ailleurs, ConcertES a également participé à des réflexions avec des acteurs néerlandophones (ACV, Bert Baeyens, Verenigde vereniging, Astrid Coates).

## 3. FINANCES

Suite à une demande de Ressources, ConcertES a pris contact avec le Cabinet du Ministre Van Overtveld, à propos de l'adaptation des leviers fiscaux existants comme le taux réduit de TVA aux initiatives d'économie sociale actives dans le recyclage et la réutilisation. Ce dossier est toujours en cours : différents cabinets fédéraux (les cabinets des Vice-Premier) ont été consultés en 2016 afin de s'assurer de leur adhésion aux propositions lorsque celles-ci seront effectivement déposées sur la table du gouvernement fédéral.

### AU NIVEAU RÉGIONAL BRUXELLOIS

En 2016, quelques contacts ont été pris avec le Cabinet du Ministre Gosuin.

ConcertES a également pris connaissance du « *Small Business Act* » bruxellois que lui avait transmis le Cabinet du Ministre Gosuin, elle a rédigé une note à l'intention de ses fédérations reprenant les éléments essentiels concernant l'économie sociale. Un courrier a également été transmis au Ministre pour témoigner notre disponibilité de travailler avec eux sur les matières suivantes :

- L'ordonnance 'cadre' ES ;
- Les dispositifs type 'Brasero' ;
- Les dispositifs d'accompagnement.

En toute fin d'année 2016, ConcertES fut conviée à une réunion de la plate-forme élargie où fut présenté une note d'orientation pour une ordonnance relative à l'économie sociale. Il s'agit là d'un chantier pour 2017.

## AU NIVEAU EUROPÉEN

Sans que le groupe de travail « Europe » institué au niveau de ConcertES, ne se soit à nouveau réuni, il fut tout de même à plusieurs reprises consulté à propos des travaux européens en cours. ConcertES a tout au long de l'année 2016 prêté une attention particulière aux dossiers en discussion au niveau européen, en répondant, après concertation de ses fédérations, à plusieurs consultations:

- à la consultation publique sur les prestations de service aux chômeurs de longue durée ;
- à la consultation sur l'économie circulaire ;
- à l'enquête sur les parties prenantes du programme européen pour l'emploi et l'innovation sociale ;

Par ailleurs, la consultation sur le socle de droits sociaux européen a également fait l'objet d'une analyse et d'une étude sans qu'une réponse n'ait été transmise.

ConcertES a assisté à plusieurs réunions de l'[Intergroupe parlementaire économie sociale du Parlement Européen](#). Ces réunions se concentrent sur des thématiques particulières et permettent aux différents acteurs européens (fédérations d'économie sociale, euro-parlementaires, représentant de la commission, ...) de faire le point sur ces thématiques et d'échanger sur la mise en œuvre et la transposition de diverses réglementations au niveau national. Ces échanges permettent de mieux envisager l'impact des réglementations européennes sur les réglementations belges (quel que soit le niveau de pouvoir). Les thématiques abordées en 2016 furent les suivantes :

- intégration de l'économie sociale dans le programme de la Commission
- un cadre légal européen pour les entreprises et les organisations d'économie sociale
- l'ES créatrice d'emplois de qualité en Europe
- vers un plan d'action européen pour l'économie sociale

En 2015, ConcertES s'est également attelé à une relecture critique du 'mapping de l'entreprise sociale en Belgique', étude commandée par la Commission Européenne. Ce travail a alimenté une grosse réflexion par rapport à la pertinence du mapping et a permis de proposer la Belgique comme cas concret pour réaliser une mise à jour critique du mapping, concertée avec les acteurs de terrain. Cette mise à jour a été réalisée en 2016. ConcertES a collaboré aux travaux d'actualisation qui ont été pilotés, pour la Belgique, par le Centre d'Economie Sociale.



**OBSERVATOIRE  
ÉCONOMIE  
SOCIALE**

La mise en place de l'Observatoire est un élément important de visibilité de l'économie sociale puisqu'il permet dorénavant de donner un aperçu de ce que représente l'économie sociale.

Pôle d'expertise et de réflexion, l'Observatoire de l'économie sociale rassemble en un seul endroit toutes les données relatives à l'économie sociale (données quantitatives et qualitatives sur les entreprises d'ES). En ce sens, c'est un véritable portail statistique de l'économie sociale francophone. Grâce à l'Observatoire de l'ES, ConcertES reste en mesure de présenter l'économie sociale sous de nombreuses facettes et d'en mesurer l'impact et l'importance dans les économies wallonne et bruxelloise.

L'Observatoire se veut un outil à disposition de tous ceux qui participent aux réflexions, à l'élaboration, à la mise en place de politiques et d'actions concernant l'économie sociale : acteurs de l'économie sociale, citoyens, décideurs politiques et économiques, acteurs universitaires, scientifiques et sociaux, journalistes et étudiants. Il répond donc aux demandes qui lui sont adressées par ces diverses catégories de personnes.

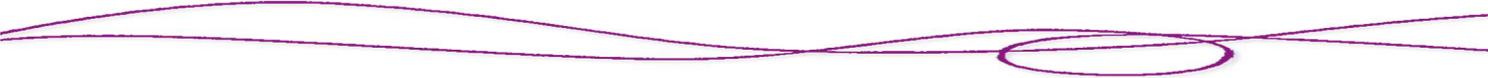
### ***Gestion et alimentation de la base de données***

Durant l'année 2016, ConcertES a continué à affiner son outil de gestion des données statistiques sur l'économie sociale et a travaillé au développement de nouvelles fonctionnalités liées à cet outil :

- amélioration de l'outil d'importation et de gestion des données de l'Observatoire ;
- intégration de nouvelles données de la BCE et amélioration de leur articulation avec les autres sources de données ;
- construction de diverses tables et requêtes de base permettant une analyse plus rapide des données de l'Observatoire ;
- développement de procédures d'importation pour de nouvelles sources de données ;
- développement d'un outil d'interrogation en ligne des données.

ConcertES a également réalisé la mise à jour de ses données :

- mise à jour des listings d'entreprises auprès des fédérations, des administrations et des autres fournisseurs de données ;
- acquisition auprès de l'ONSS des données centralisées 2015 et décentralisées 2014 ;
- acquisition des comptes annuels 2015 auprès de la centrale des bilans ;
- intégration régulières des données de la BCE et intégration de celles-ci au sein de la base de données.



Les différentes sources sollicitées et consultées par ConcertES en 2016 sont :

- Les fédérations membres et affiliés ;
- l'ONSS (l'Office National de la Sécurité Sociale) ;
- la BNB (Banque Nationale de Belgique) ;
- la BCE (Banque Carrefour des Entreprises) ;
- les administrations régionales et fédérales en charge de l'économie sociale ;
- la SOWECSOM ;
- les annexes au Moniteur belge.

Ces quelques lignes recouvrent un travail important de recherches, nettoyages des données, corrections diverses ... nécessaires et indispensables à une base de données efficace, pertinente et à jour permettant de réaliser les travaux de l'Observatoire.

### ***Analyses thématiques***

En 2016, l'Observatoire a aussi poursuivi le travail d'analyses thématiques mené les années précédentes.

Ainsi, les données sur la place de l'économie sociale dans le dispositif Titre-service ont été actualisées, tout comme les données relatives aux réformes institutionnelles.

L'Observatoire a également cherché à actualiser et compléter l'étude approfondie menée dans le cadre du working paper 'Tentative de caractérisation du taux d'implantation de l'économie sociale au niveau communal'<sup>2</sup> présenté à la conférence du CIRIEC en 2013. Ainsi, l'Observatoire a rassemblé diverses actualisations de données qui lui permettront de mener des analyses longitudinales.

Diverses analyses thématiques sur les créations et disparitions d'entreprises ont été réalisées, notamment pour la revue 'Actualités de asbl'. Ces analyses thématiques, au-delà des résultats qu'elles ont permis de mettre en lumière ont également servi à l'Observatoire pour améliorer et corriger une série d'informations de la BCE.

---

<sup>2</sup> Consultable à l'URL suivant : [http://www.ciriec-ua-conference.org/images/upload/pdf/PAPERS/377\\_dehertog.pdf](http://www.ciriec-ua-conference.org/images/upload/pdf/PAPERS/377_dehertog.pdf)

## ***Partenariats et sollicitations***

En 2016, les demandes de données adressées à l'Observatoire étaient de 25. Certaines de ces demandes émanaient d'étudiants et portaient sur des informations générales sur l'économie sociale. D'autres demandes étaient plus spécifiques, notamment de la part de fédérations, centres de recherches ou autres institutions.

On peut aussi noter que certaines de ces demandes sont devenues récurrentes, l'Observatoire devenant un fournisseur de données attiré de plusieurs rapports d'activités ou études structurelles. En sus des demandes classiques, émanant de nos membres, du secteur associatif, académiques, politique ou journalistique, quelques demandes plus originales nécessitent des traitements de données plus ardues.

## ***Partenariat avec le monde académique***

La mise en place de l'Observatoire de l'Economie Sociale s'est faite en associant, dès le départ, le monde académique. Aujourd'hui, ce partenariat arrive à maturité et l'Observatoire représente, pour le monde universitaire, une source très importante et pertinente en matière d'information sur l'économie sociale.

Ainsi, de nombreuses demandes d'information qui arrivent à l'Observatoire de l'Economie sociale proviennent du monde académique : du *CIRTES* de l'UCL ; du *METICES* de l'ULB ; du *CES* d'HEC Liège-Université de Liège ; et du *CIRIEC*.

Un partenaire essentiel dans ce cadre est *l'Académie des Entrepreneurs sociaux*. Cette plate-forme portée par le Centre d'Economie Sociale poursuit un triple objectif : « connecter différents publics – entrepreneurs sociaux, étudiants, alumni, professeurs – qui sont dans une démarche de réflexion et/ou d'apprentissage par rapport aux questions d'entrepreneuriat social ; proposer à ces différents publics un espace de rencontre, de dialogue et d'échange au-delà de leurs affiliations respectives et de leurs secteurs d'activité ; et renforcer les connexions entre les entreprises sociales et le monde académique, notamment pour faire le lien avec la recherche scientifique ». L'académie publie un « Baromètre des entreprises sociales en Belgique » et sollicite l'Observatoire pour les informations statistiques qui y sont publiées.

## ***Partenariat avec la Fondation Roi Baudouin***

Un autre partenariat important est celui qui s'est noué avec la *Fondation Roi Baudouin*. Dans ce cadre, ConcertES fournit 2 types d'analyses. D'une part une analyse de l'évolution de la vie associative (création / disparition d'asbl) et, d'autre part, une analyse des ratios des asbl, sur base des comptes déposés à la BNB.

## **Partenariat avec les fédérations**

ConcertES collabore aussi à des projets menés par certaines de ses fédérations.

Ainsi, en 2016, ConcertES a collaboré avec le CIRIEC au projet « BIEN-ÊTRE ET INSERTION » - impact social sur les stagiaires d'un passage en CISP porté par *CAIPS*. Dans le cadre de ce projet, en 2016, ConcertES a apporté un soutien méthodologique dans l'élaboration du questionnaire et dedans l'utilisation de différents logiciels de traitement de données et questionnaires.

Un autre projet a été entamé en 2016, l'évaluation de l'impact des clauses sociales pour les entreprises d'économie sociale. *SAW-B* a sollicité l'Observatoire pour réfléchir à la manière dont on pourrait évaluer l'importance des clauses sociales pour les entreprises d'économie sociale. Une méthodologie d'analyse a été proposée au département du développement durable du SPW et une évaluation test sera menée durant le 1<sup>er</sup> semestre 2017.

## **Publications**

En 2016, l'Observatoire a publié son 12<sup>ème</sup> cahier thématique « *Etat des lieux de l'Economie sociale 2014* ».

De plus, depuis 2015, l'Observatoire publie, au sein de l'ES-Info, un 'chiffre du mois', en lien avec l'actualité (ou non). Des partenariats similaires ont été lancés avec des fédérations membres de ConcertES pour la publication d'une ou plusieurs données chiffrées.

Enfin, le développement d'une application en ligne permettra bientôt à tout un chacun d'obtenir quelques chiffres sur mesure relatifs à l'économie sociale. Le développement a été lancé en 2015 et sera terminé pour 2017.

## **Le Projet VISES – Valoriser l'Impact Social de l'Entrepreneuriat Social**

### **1. GENÈSE – LE PORTEFEUILLE DE PROJETS ALIISES**

Fin 2014, nous avons mené une évaluation de l'Observatoire de l'économie sociale auprès de ses utilisateurs (fédérations-membres, chercheurs et autres partenaires).

Une des conclusions de cette évaluation était que pour augmenter la pertinence de ses actions, l'observatoire avait intérêt à se structurer en réseau, avec d'une part, les « analystes » des fédérations-membres et d'autre part, les chercheurs universitaires.

Suite à ce constat, nous avons envisagé avec chaque membre les thématiques de recherche autour desquelles ce réseau pourrait se constituer.

Parallèlement, la *CRESS Nord-Pas-de-Calais* avec laquelle nous avons tissé des liens dans le cadre du projet DESIR (Développement de l'économie sociale interrégionale) développait aussi une démarche d'association de ses partenaires à l'activité de son observatoire.

En comparant les thématiques de recherche sur lesquels nous souhaitions travailler avec nos partenaires des deux côtés de la frontière, des synergies évidentes sont apparues.

Avec toutes les propositions reçues et suite aux contacts pris avec d'autres partenaires (en Flandre, dans les différentes universités, ...), nous avons dès lors commencé à ébaucher un portefeuille de projets *ALIISES (Allier Innovation et Impact Social des Entreprises Sociales)* à présenter dans le cadre du programme *Interreg V France – Wallonie – Vlaanderen* et qui articulerait 3 thématiques : « Impact social », « Innovations sociales » et « Essaimage / émulation ».

A partir de cette ébauche, nous avons alors, chacun de notre côté, organisé un appel à participation ouvert à nos fédérations membres afin d'affiner le partenariat et de construire le contenu de ce portefeuille de projets en cohérence avec les préoccupations de nos partenaires.

## 2. LE PROJET VISES

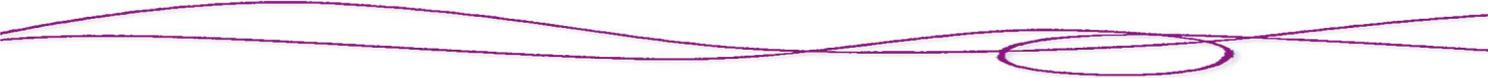
Si le portefeuille n'a pas été retenu dans son entièreté, un projet a pu être lancé : le projet **VISES**.

**VISES** c'est un projet transfrontalier qui réunit 21 partenaires français, wallons et néerlandophones. C'est surtout le développement d'un dispositif qui se veut utile aux entreprises de l'économie sociale et solidaire pour leur permettre de valoriser leur impact social. Après 1 an de projet, nous voulons souligner comme spécificité et force : sa co-construction transfrontalière. Pouvoir mutualiser les travaux déjà existant, les expertises, les ressources, et tisser un réseau de collaboration coordonnée avec des chercheurs, des fédérations de l'ESS, des entreprises de l'ESS et des financeurs, dépassant nos cadres nationaux et régionaux, est une richesse indéniable. Les partenaires sont parvenus à faire de leur diversité une force pour élaborer un dispositif à même d'embrasser les enjeux de l'évaluation de l'impact social de l'entrepreneuriat social.

Le co-portage « France-Belgique » de la coordination et de la gestion a facilité grandement la mise en œuvre du projet.

En 2016, la gestion de projet en chiffres, c'est :

- 13 réunions de coordination
- 3 réunions de plateforme
- 1 Comité d'accompagnement de lancement

- 
- 2 Comités stratégique
  - 1 réunion entre coordination et responsables de modules
  - 4 réunions du groupe recherche
  - 16 réunions de pôles
  - 1 réunion financière pour les wallons, néerlandophones et français
  - 1 réunion de gestion pour les néerlandophones, les wallons et les français
  - Des démarches de sélection du contrôleur de 1er niveau en France
  - La coordination, pour l'ensemble des opérateurs du versant français, du tour de table des financeurs institutionnels en région

Sans oublier:

- Le développement du dispositif Visés
- Le travail sur le volet communication du projet

Nous pouvons ainsi afficher des résultats tangibles aussi bien pour la conception du dispositif que pour le volet « communication ».

Le dispositif à la base de la démarche de valorisation d'impact social des entreprises d'économie sociale prend à ce stade la forme :

- D'un cadre d'analyse commun à l'ensemble des entreprises testeuses
- Composé de trois étapes communes aux entreprises, dans leur démarche d'évaluation ; à savoir :
  - une étape d'état des lieux et de détermination de la question évaluative,
  - une étape de documentation (récolte de données),
  - une étape d'analyse des données et d'utilisation des résultats de l'évaluation.

Concernant le volet « communication » du projet, nous avons réalisé une série d'outils de communication.

Tout d'abord, une charte graphique a été imaginée et réfléchiée pour qu'elle puisse être déclinée pour plusieurs types de supports : document word ; présentation Powerpoint ; livrable du type « farde de présentation » et « cahier thématique » mais aussi pour le site web de Visés.

La plaquette de présentation du projet a été finalisée et imprimée en 2000 exemplaires. Elle prend la forme d'une farde A4 permettant 3 déclinaisons possibles: un usage indépendant lorsque le projet est présenté à l'extérieur; une utilisation comme dossier rassemblant tous les documents distribués aux participants lors de futurs événements du projet; et enfin, un support pour démarcher les futures entreprises testeuses, dans lequel une présentation qui leur est destinée sera glissée.

Un document pour le recrutement des entreprises a également été conçu. Il est personnalisé au nom du partenaire accompagnateur intéressé par cet outil.

Un roll-up a également été réalisé en français et néerlandais et qui reprend le « slogan » du projet et les logos des partenaires.

De manière à communiquer au mieux sur les 2 évènements que nous avons eus au 2ème semestre 2016 (Table Ronde « financeurs » et Rencontre de l'Impact social), une stratégie de communication a été réfléchiée entre les différents organisateurs. Ainsi dans un souci de cohérence, les “save the date” et les invitations à ces 2 évènements tenaient compte de la charte graphique et du layout développé.

# La promotion et la valorisation de l'économie sociale

ConcertES a assuré sa mission de promotion et de valorisation de l'économie sociale tout au long de l'année, au fil de ses actions de concertation ou de l'Observatoire. Plus spécifiquement, les actions suivantes ont assuré la visibilité de l'économie sociale et sa promotion :

- ConcertES contribue, en fonction de l'actualité, à l'**ES-info**, la newsletter mensuelle de l'économie sociale réalisée par SAW-B ;
- L'observatoire contribue chaque mois à la diffusion d'un chiffre sur l'économie sociale ;
- En 2016, ConcertES a publié et diffusé **les états des lieux annuels de l'économie sociale 2013 et 2014**. Les états des lieux annuels furent distribués à plus de 300 exemplaires et diffusés par voie électronique, l'état des lieux de l'économie sociale.
- En participant activement, en tant que membre du jury des '**bourses coopératives citoyennes**', ConcertES contribue à la promotion des valeurs de l'économie sociale et des entreprises qui la font vivre ;
- Les **réponses aux consultations de la Commission Européenne** sont l'occasion de positionner l'économie sociale wallonne au niveau européen. ConcertES ne rate dès lors pas une occasion de faire entendre sa voix ;
- ConcertES a continué à retravailler à une réédition de la « **Cartographie de l'économie sociale en région wallonne** », rééditée une première fois fin 2008, les derniers exemplaires ayant été distribués en 2015. Cet outil de présentation de l'économie sociale était jusqu'alors particulièrement appréciée par les enseignants. L'actualisation de cet outil a été entamée mais n'a pas encore été finalisée à ce jour.
- De plus, les différents cahiers de l'Observatoire ont été diffusés tout au long de l'année et, notamment, celui relatifs aux réformes institutionnelles.
- Enfin, il y a également les **capsules vidéos** réalisées en 2011 dans le cadre de la journée de l'Observatoire et désormais disponibles sur le site de l'Observatoire. Ces 4 vidéos d'une durée de 5 minutes chacune illustrent concrètement, à l'aide de réalités vécues sur le terrain, les 4 principes de l'économie sociale.

## **SITE MUTUALISÉ**

Des travaux ont été entamés dans le courant de l'année 2016, quant aux réflexions sur le développement d'un outil généraliste et partagé de communication sur l'économie sociale. Ce projet est porté par 3 acteurs de l'économie sociale qui en assure actuellement principalement sa promotion : l'académie des entrepreneurs sociaux, SAW-B et ConcertES. Plusieurs réunions ont été organisées afin de définir les objectifs de ce site, les cibles, les grandes lignes en matière de contenu et la méthode de mise en œuvre de ce projet. Un plan d'action a été défini en vue d'une mise en ligne en 2017.

## **INTERVENTIONS LORS DE SÉMINAIRES, CONFÉRENCES, TABLES-RONDES**

En plus d'intervenir lors de rencontres ou réunions organisées par ses fédérations membres à destination de leurs membres (AG, CA, groupe de travail ...), ConcertES est également conviée à intervenir lors de diverses rencontres organisées par des partenaires externes.

Dans ce cadre, mentionnons pour 2016:

- Une présentation de l'économie sociale wallonne au SERV – Commissie Sociale Economie (l'équivalent du CWES en Flandre) ;
- Une présentation de l'économie sociale et de ses enjeux lors d'un colloque du S.A.P.H.A. de Mons.
- Une présentation de l'économie sociale à l'ULB en mars 2016 et à l'IHECS en mai 2016.

## **PARTENARIATS, COLLABORATIONS EXTERNES ET AUTRES SOLLICITATIONS**

Premier partenaire de ConcertES : ses **fédérations membres**. ConcertES répond ainsi à diverses demandes de ses fédérations membres. Ces demandes sont de divers types : demandes d'informations précises et techniques relatives à certains dispositifs ou mesures (régionales, fédérales ou européennes) ; demandes d'intervention à des séminaires, séances de travail et autres assemblées générales ; demandes de rédaction de notes, articles ou informations sur divers sujets et thématiques.

ConcertES, grâce à l'Observatoire, a également pu répondre à des demandes chiffrées exprimées par ses fédérations. L'Observatoire permet désormais de compléter les informations nécessaires aux fédérations dans le cadre de leurs travaux propres.

Divers contacts ont également été entretenus avec les **partenaires sociaux**, les **académiques**, des **étudiants** et des acteurs divers afin d'échanger sur les thèmes d'actualité ou des dossiers de fond liés à l'économie sociale au niveau régional, fédéral ou européen.

## AUTRES PARTENARIATS STRUCTURELS OU PONCTUELS

Des contacts et collaborations ont été noués, développés ou entretenus avec plusieurs structures, dont :

- L'UNIPSO, tout au long de l'année, dans le cadre du suivi des réformes institutionnelles, de la réforme de la fonction consultative ou de la commission d'agrément. L'Unipso a également été associée au portefeuille ALISES et au projet VISES ;
- Le Centre d'Economie Sociale de l'Université de Liège et l'Académie des entrepreneurs sociaux avec lesquels ConcertES collabore à différents niveaux, notamment dans le cadre de l'Observatoire de l'Economie Sociale mais aussi des réflexions sur le site mutualisé ;
- Le CIRTES de l'Université Catholique de Louvain ;
- La section belge du CIRIEC International, membre du Comité scientifique de l'Observatoire ;
- L'IWPES, membre du Comité scientifique de l'Observatoire ;
- Kleis (rebaptisé Kenniscentrum Sociale Europa depuis) avec qui sont échangées des informations concernant les matières européennes (mais aussi régionales) ;
- Le REVES, Réseau européen des villes et régions pour l'économie sociale, avec qui des informations sont échangées relatives aux thématiques européennes ;
- La Fondation Roi Baudouin, dans le cadre de l'Observatoire de la vie associative et de l'étude IPSOS mais également dans le cadre d'une vaste étude sur le bénévolat que la FRB a commandée au SPF économie ;
- Achact, pour des échanges d'information dans le cadre de la transposition de la directive marchés publics, plus spécialement sur l'intégration de considérations sociales et éthiques dans les marchés publics ;
- L'Université de Gent, dans le cadre de l'enquête sur le bénévolat commandée par la FRB.
- Le SIF, Sociaal Innovatie Fabriek, sur les questions liées à l'analyse et la mesure de l'impact social ;
- L'IEW, dans le cadre de la plateforme, autour de la réforme de la fonction consultative, et de l'organisation du workshop du 17 octobre 2016 ;
- La CRESS, 4Werk et tous les partenaires du projet dans le cadre du projet VISES

Au-delà de ces contacts plus formels, d'autres contacts sont également organisés avec tous ces acteurs afin de transmettre de l'information, relayer une question ou l'autre, interpeller ...

De nombreux étudiants contactent ConcertES dans le cadre de leurs travaux et mémoires de fin d'études. Dans ce cadre, ConcertES n'hésite pas à transférer de l'information, renvoyer vers d'autres acteurs plus appropriés, discuter et répondre aux diverses questions de ces étudiants. En 2016, ce



sont une dizaine d'étudiants qui ont contacté ConcertES en recherche d'informations sur l'économie sociale. Les demandes d'informations (et mémoires) portaient sur des thématiques diverses : distinction non-profit / not-for-profit dans la coopération au développement ; réorientation professionnelle de travailleurs (dans le secteur du TS) ; personnalité des entrepreneurs sociaux ; les SCOP ; SFS, Coopératives, associations, l'impact des crises et l'insertion, ... L'apport de ConcertES s'est matérialisé de diverses manières : réponse à une interview, transmission d'informations statistiques de l'Observatoire, relai vers des personnes ressources, réponses à des questions ponctuelles, échanges et questionnements sur la thématique envisagée ...

## *PERSPECTIVES POUR 2017*

Une des priorités de travail pour 2017 de ConcertES portera sur la finalisation d'un *plan de développement de l'économie sociale* et sa mise en œuvre. Il est prévu de clôturer le travail, avec l'ensemble des fédérations après les avoir rencontrées individuellement durant le premier semestre. Parallèlement, il est prévu d'entamer des échanges avec les académiques sur la vision, les missions de l'ES, les valeurs et le plan d'actions. Lors de la prochaine AG, il sera proposé aux fédérations de valider les textes et de procéder à la mise en œuvre de ce plan d'actions.

Un autre chantier important est, comme ce fut le cas les années précédentes, le *suivi des transferts de compétences Emploi au niveau régional*. Il sera question du Pacte pour l'emploi. ConcertES veillera à la mise en œuvre de ce pacte, tâchera de suivre la mise en œuvre de la réforme sur les matières APE, et veillera à participer à celles relatives à la mesure Sine et à l'article 60§7. ConcertES veillera également à assurer le transfert de l'information vers ses membres.

Si la pérennisation de l'Observatoire de l'Economie Sociale était un des enjeux majeurs de 2015, l'objectif est aujourd'hui partiellement rencontré puisque le projet VISES, financé dans le cadre du programme Interreg V France – Wallonie – Vlaanderen, permet, entre autres, de développer certaines activités de l'Observatoire.

Les travaux menés dans le cadre du projet VISES se poursuivront les prochaines années. Ils représentent un gros chantier pour les acteurs de l'économie sociale que de tenter de relever l'enjeu de valorisation de l'impact social de l'entrepreneuriat social.

Le travail sur la mise en ligne d'un portail unique de l'économie sociale wallonne sera également poursuivie en 2017, en partenariat avec la SAWB et l'AES.

Enfin, les mois à venir seront également dédiés aux différents dossiers :

### **Au niveau régional :**

1°) L'adaptation de certains dispositifs de soutien à l'économie sociale figure dans le programme de travail du Cabinet pour la nouvelle législature wallonne : l'accueil de l'entreprise d'insertion fédérale, les entreprises d'insertion wallonnes, la régionalisation des entreprises d'insertion fédérales, les agences-conseils, les IDESS, les entreprises de réutilisation, ... Beaucoup de ces chantiers ont été entamés précédemment, il ne restera presque à les conclure et à les mettre en œuvre. ConcertES

entend continuer à être force de proposition en la matière et à suivre de près les débats liés à l'adoption et la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions.

2°) La réforme du décret sur les entreprises d'insertion est en cours, elle y intègre désormais les initiatives d'économie sociale, ancienne entreprise d'insertion fédérale. ConcertES suivra de près la fin du processus législatif de cette réforme afin qu'elle soit réellement une solution intéressante à court et long terme, face aux difficultés rencontrées dans le cadre de l'ancien décret ;

3°) ConcertES assurera le suivi et entend être force de propositions, avec les agences conseils, quant à l'évolution du paysage des agences-conseils (transversalité, intégration au réseau de l'animation économique, décret et arrêté sur les agences-conseils, décret et arrêté sur les petites aides, ...) ;

4°) ConcertES assurera le suivi des actions lancées par le Ministre en faveur des 'coopératives' (Brasero, arrêté sur les coopératives, ...) et suivra le développement des actions de la SOWECSOM concernant le plan de communication ;

5°) ConcertES poursuivra le travail entamé, via la plateforme initiée par l'IEW, concernant la réforme de la fonction consultative. ConcertES sera également vigilant à la suite du parcours législatif du projet de décret relatif à la rationalisation de la fonction consultative.

#### **Au niveau européen :**

La poursuite du groupe de travail « Europe » chargé du suivi des thématiques européennes, plus particulièrement :

- la réponse aux consultations européennes, si nécessaire ;
- le suivi de l'Intergroupe ES du Parlement européen ;
- le suivi des dossiers marchés publics, aides d'état, SSIG/SIEG ;
- le suivi du GECES ;
- l'intégration de ConcertES au sein de la Fédération européenne : social economy europe.

#### **Au niveau fédéral :**

ConcertES continuera à suivre le projet de réforme du Code des sociétés en cours en Belgique, elle sera source de propositions de réforme afin de soutenir les acteurs de l'ES et d'être complémentaires aux cadres législatifs régionaux.

## Organigramme

### Bureau :

Febecoop asbl, SAW-B asbl et Syneco asbl

### Conseil d'Administration (depuis l'AG de juin 2016 pour 4 ans) :

Atout EI ASBL, EWETA ASBL, Febecoop ASBL, FÉBISP ASBL, SAW-B ASBL, Syneco ASBL, Crédal SC.

### Les membres :

ACFI ([www.acfi.be](http://www.acfi.be))

AID ([www.aid-com.be](http://www.aid-com.be))

ALEAP ([www.aleap.be](http://www.aleap.be))

ATOOUT EI ([www.atoutei.be](http://www.atoutei.be))

CREDAL SC ([www.credal.be](http://www.credal.be))

CAIPS ([www.caips.be](http://www.caips.be))

COOPAC ([www.coopac.be](http://www.coopac.be))

Equilibre

EWETA ([www.eweta.be](http://www.eweta.be))

FEBECOOP ([www.febecoop.be](http://www.febecoop.be))

FÉBISP ([www.febisp.be](http://www.febisp.be))

RES ([www.resASBL.be](http://www.resASBL.be))

Réseau Financité (<http://www.financite.be/>)

RESSOURCES ([www.res-sources.be](http://www.res-sources.be))

SAW-B (<http://www.saw-b.be>)

SYNECO ([www.syneco.be](http://www.syneco.be))

Union des SCOP Wallonie-Bruxelles ([www.les-scop.be](http://www.les-scop.be))

### L'équipe :

Sébastien Pereau (TP), Secrétaire général

Bénédicte Sohet (4/5<sup>e</sup>), Coordinatrice adjointe

Béatrice Bosschaert (1/2 TP), chargée de projets et coordination de la communication de l'observatoire de l'économie sociale (jusqu'en juillet 2016)

Dorine Mucowintore (1/2 TP jusqu'en mai 2016, 1 ETP depuis juin 2016), chargée de projets – coordination des bases de données de l'observatoire de l'économie sociale

Marie Loix (0,7 ETP depuis juillet 2016), Coordinatrice de projet, chargée du projet VISES

Quentin Uliana (0,5 ETP depuis octobre 2016).

Formations :

L'équipe de ConcertES a suivi quelques formations dans le courant de l'année 2016 :

- Aides d'état et marché public (Sébastien et Bénédicte)
- Tables de conversation en néerlandais (Marie)

Au-delà de ses temps de formation, l'équipe s'est également enrichie au travers des nombreux colloques et événements auxquels elle a participé (GSEF, séminaire sur la transmission, États généraux de CAIPS, AG d'ALEAP, chantiers de SAWB, cluster Innovation social, Intergroupes, colloque INTI, Bcorp, Prix de l'économie sociale, matinée des EI, journée de l'éducation permanente, Grand prix des générations futures, ...).



L'Observatoire de l'économie sociale - une initiative de ConcertES

[www.observatoire-es.be](http://www.observatoire-es.be)

[contact@observatoire-es.be](mailto:contact@observatoire-es.be)

Tél. : +32(0)10 457 450

**CONCERTES**

concertation des organisations représentatives de l'économie sociale ASBL

Place de l'Université, 16 – boîte 8

1348 – Louvain-la-Neuve

<http://www.concertes.be>

[contact@concertes.be](mailto:contact@concertes.be)

Tel : +32(0)10/456.450

Secrétaire général : Sébastien Pereau  
sebastien@concertes.be - +32(0)479/904.820